ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

LES PREMIERS MINISTRES DU QUÉBEC

Direction des communications

Source : Les textes de cette brochure sont tirés du *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978,* Bibliothèque de la législature, Service de documentation politique, 1980, 796 p.

Dépôt légal — 3e trimestre 1996
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-30343-1

102-04136/

Table des matières

1867-1873	Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier (C.)	1
1873-1874	Ouimet, Gédéon (C.)	3
1874-1878 1891-1892	Boucher de Boucherville, Charles-Eugène (C.)	5
1878-1879	Joly de Lotbinière, Henri-Gustave (L.)	7
1879-1882	Chapleau, Joseph-Adolphe (C.)	9
1882-1884	Mousseau, Joseph-Alfred (C.)	11
1884-1887	Ross, John Jones (C.)	13
Janvier 1887 1892-1896	Taillon, Louis-Olivier (C.)	15
1887-1891	Mercier, Honoré (L.)	17
1896-1897	Flynn, Edmund James (C.)	19
1897-1900	Marchand, Félix-Gabriel (L.)	21
1900-1905	Parent, Simon-Napoléon (L.)	23
1905-1920	Gouin, Lomer (L.)	25
1920-1936	Taschereau, Louis-Alexandre (L.)	27
Juin à août 1936 1939-1944	Godbout, Joseph-Adélard (L.)	29
1936-1939 1944-1959	Duplessis, Maurice Le Noblet (U.N.)	31
1959-1960	Sauvé, Paul (U.N.)	33
Janvier à juillet 1960	Barrette, Antonio (U.N.)	35
1960-1966	Lesage, Jean (L.)	37
1966-1968	Johnson, Daniel (U.N.)	39
1968-1970	Bertrand, Jean-Jacques (U.N.)	41
1970-1976 1985-1994	Bourassa, Robert (L.)	43
1976-1985	Lévesque, René (P.Q.)	45
Octobre à décembre 1985	Johnson, Pierre Marc (P.Q.)	47
Janvier à septembre 1994	Johnson, Daniel (L.)	49
1994-1996	Parizeau, Jacques (P.Q.)	51
Janvier 1996	Bouchard, Lucien (P.Q.)	53

C. Conservateur
L. Libéral
P.Q. Parti québécois
U.N. Union nationale

PIERRE-JOSEPH-OLIVIER CHAUVEAU
(1820-1890)

PREMIER MINISTRE CONSERVATEUR DE 1867 À 1873

Né dans la paroisse Notre-Dame-de-Québec, le 30 mai 1820, fils de Pierre Chauveau, marchand, et de Marie-Louise Roy.

Fit ses études au Séminaire de Québec et sa cléricature auprès de son oncle, André-Rémi Hamel, puis auprès de Me O'Kell Stuart. Obtint plus tard des doctorats en droit et en lettres de l'Université Laval à Montréal.

A épousé dans sa paroisse natale, le 22 septembre 1840, Marie-Louise-Flore Massé, fille de Pierre Massé et de Marie-Anne Boucher.

Député du comté de Québec à la Chambre d'assemblée de la province du Canada de novembre 1844 à juillet 1855. Solliciteur général du Bas-Canada du 12 novembre 1851 au 30 août 1853. Secrétaire provincial du Canada dans les ministères Hincks-Morin et MacNab-Morin du 31 août 1853 au 26 janvier 1855.

Surintendant de l'Instruction publique de 1855 à 1867. À ce titre, il fit en 1866 un voyage en Europe pour étudier les divers systèmes d'éducation. Fondateur et rédacteur du *Journal de l'instruction publique* de 1857 à 1879.

Élu sans opposition député conservateur à l'Assemblée législative et à la Chambre des communes dans la circonscription de Québec-Comté aux élections de 1867. Premier ministre de la province de Québec, président du Conseil exécutif ainsi que secrétaire et registraire de la province du 15 juillet 1867 au 25 février 1873. Réélu à l'Assemblée législative en 1871 et à la Chambre des communes en 1872. Il résigna ses deux sièges de député le 25 février 1873, à la suite de sa nomination comme sénateur de la division de Stadacona. Du 21 février 1873 jusqu'à sa démission, le 8 janvier 1874, il fut orateur du Sénat. Candidat conservateur défait dans la circonscription de Charlevoix aux élections fédérales de 1874.

Président de la Commission du havre de Québec d'avril 1876 à septembre 1877. Shérif de Montréal du 10 septembre 1877 au 4 avril 1890. Professeur de droit romain à l'Université Laval à Montréal de 1877 à 1890. Doyen de la faculté de droit de 1885 à 1890.

Correspondant parlementaire du journal *Le Canadien* en 1848. Collabora à plusieurs journaux et revues, notamment *Le Courrier des États-Unis, Le Canada français, L'Opinion publique, Le Castor, L'Avenir, Le Fantasque, La Revue de Montréal, La Revue canadienne, La Revue européenne* et *Les Soirées canadiennes*. Auteur de plusieurs ouvrages, dont *Charles Guérin* (1853), *L'Instruction publique au Canada* (1876) et *François-Xavier Garneau. Sa vie et ses oeuvres* (1883). A écrit quelques essais poétiques et, de plus, certains de ses discours ont été publiés.

Membre fondateur de la Société historique de Québec en 1844. Président de la Société historique de Montréal et de l'Institut canadien de Québec. Créé conseil en loi de la reine le 30 août 1858. Président de l'Institut canadien-français de Montréal en 1865 et 1866. Docteur en droit *honoris causa* de l'Université McGill et du *Bishop's College* de Lennoxville. Vice-président de la Société royale du Canada en 1883 et 1884. Membre de plusieurs autres sociétés étrangères à caractère scientifique et culturel. Membre de la *Numismatic and Antiquarian Society of Montreal*. Capitaine de la compagnie des Chasseurs canadiens. Commandeur de l'ordre de Saint-Sylvestre et de l'ordre de Pie IX. Chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand. Officier de l'Instruction publique de France.

Décédé à Québec, le 4 avril 1890, à l'âge de 69 ans et 10 mois. Inhumé dans la chapelle des Ursulines de Québec le 8 avril 1890. Père d'Alexandre Chauveau, député à l'Assemblée législative.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

GÉDÉON OUIMET
(1823-1905)

PREMIER MINISTRE CONSERVATEUR EN 1873-1874

Né à Sainte-Rose, dans le comté de Laval, le 2 juin 1823, fils de Jean Ouimet, cultivateur, et de Marie Beautron dit Major.

A épousé dans la paroisse Notre-Dame-de-Montréal, le 13 août 1850, Jeanne Pellant, fille d'Alexis Pellant, cultivateur, et d'Élizabeth Lionnais.

Fit ses études au séminaire de Saint-Hyacinthe et au collège de Montréal. Étudia le droit au cabinet de son frère, André Ouimet. Admis au barreau de la province de Québec le 26 août 1844. Créé conseil en loi de la reine le 28 mars 1868. Docteur en droit *honoris causa* de l'Université Laval à Montréal et de l'Université de *Bishop's College*.

Exerça sa profession à Vaudreuil, puis s'établit à Montréal en 1853 et fut associé, entre autres, à Joseph-Adolphe Chapleau et Charles Laplante dit Champagne. Élu bâtonnier du barreau de Montréal en 1869 et du barreau de la province de Québec en 1869 et 1870. Président du Conseil général du barreau de la province de Québec. Substitut du procureur général à Sainte-Scholastique. Commissaire à l'Exposition industrielle de Londres en 1886. Président du comité chargé d'étudier la constitution des commissaires des écoles de Montréal en 1882. Fondateur de l'École polytechnique de Montréal. Président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal en 1869 et 1870. Président de l'Institut canadien-français de Montréal en 1872.

Maire de Vaudreuil de 1852 à 1854. Député conservateur de Beauharnois à la Chambre d'assemblée de la province du Canada de janvier 1858 à juin 1861. Élu sans opposition député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Deux-Montagnes aux élections de 1867. Réélu en 1871. Procureur général dans le cabinet Chauveau du 15 juillet 1867 au 27 février 1873. Premier ministre, président du Conseil exécutif, ministre de l'Instruction publique, secrétaire et registraire de la province du 27 février 1873 au 22 septembre 1874, date de sa démission à la suite du scandale des tanneries. Réélu sans opposition en 1875. Démissionna le 28 janvier 1876 lors de sa nomination comme surintendant du Conseil de l'instruction publique, poste qu'il occupa jusqu'en 1895. Conseiller législatif de la division de Rougemont du 2 mai 1895 jusqu'à son décès.

Créé officier de l'Instruction publique par le gouvernement français en 1878, puis commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand en 1886. Membre de l'académie des Arcades.

Décédé à Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville, le 23 avril 1905, à l'âge de 81 ans et 10 mois. Inhumé à Montréal, dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le 26 avril 1905.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Charles-Eugène Boucher de Boucherville (1822-1915)

Premier ministre conservateur de 1874 à 1878 et en 1891-1892

Né dans la paroisse Notre-Dame-de-Montréal, le 4 mai 1822, fils de Pierre Amable Boucher de Boucherville, seigneur de Boucherville et conseiller législatif de la province du Canada de 1843 à 1857, et de Marguerite Émilie de Bleury (Marguerite Amélie Sabrevois de Bleury).

A épousé en premières noces, dans sa paroisse natale, le 4 septembre 1861, Suzanne Élisabeth Morrogh, fille de Robert Lester Morrogh, avocat et protonotaire de Montréal, et de Catherine Marguerite McKenzie; et en secondes noces, à Sainte-Anne-de-Varennes, le 26 septembre 1866, Marie-Céleste Esther Lussier, fille de Félix Lussier, seigneur de Varennes, et d'Angélique Deschamps.

A étudié au séminaire Saint-Sulpice et à l'Université McGill à Montréal. Diplômé en médecine de l'Université McGill, il fit par la suite un stage d'études dans les cliniques parisiennes.

A pratiqué la médecine dans la région de Montréal jusqu'en 1860, puis a abandonné l'exercice de sa profession.

Député de Chambly à la Chambre d'assemblée de la province du Canada de juillet 1861 à juillet 1867. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville le 2 novembre 1867. Appuya le Parti conservateur. Nommé sénateur de la même division le 12 février 1879. Conserva ces deux sièges jusqu'à son décès. Président du Conseil législatif et membre du Conseil exécutif dans le cabinet Chauveau du 15 juillet 1867 au 27 février 1873. Premier ministre et président du Conseil exécutif du 22 septembre 1874 au 8 mars 1878. Ministre de l'Instruction publique du 22 septembre 1874 au 1er février 1876. Secrétaire et registraire du 22 septembre 1874 au 25 janvier 1876. Commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics du 25 janvier 1876 au 8 mars 1878, date du renvoi d'office de son cabinet par le Lieutenant-gouverneur, Luc Letellier de Saint-Just. De nouveau Premier ministre et président du Conseil exécutif du 21 décembre 1891 au 16 décembre 1892. Trésorier intérimaire du 12 novembre au 30 décembre 1892. Démissionna comme Premier ministre le 16 décembre 1892.

Créé commandeur de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges en mai 1894, il fut promu chevalier du même ordre en juin 1914. Capitaine du 1er bataillon de milice à Chambly.

Décédé à Montréal, le 10 septembre 1915, à l'âge de 93 ans et 4 mois. Inhumé dans le cimetière de la paroisse Sainte-Famille-de-Boucherville, le 14 septembre 1915.

Petit-fils de René-Antoine (René-Amable) Boucher de Boucherville, membre du Conseil législatif de 1787 et conseiller législatif de la province du Bas-Canada de 1792 à 1812. Neveu de Louis-René Chaussegros de Léry, conseiller législatif de la province du Bas-Canada de 1818 à 1832, et de Charles-Clément Sabrevois de Bleury, député de Richelieu à la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada de 1832 à 1838, conseiller législatif en 1837 et 1838 et député de la cité de Montréal de 1844 à 1847. Oncle de Tancrède Boucher de Grosbois, député à l'Assemblée législative.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Henri-Gustave Joly de Lotbinière (1829-1908)

Premier ministre libéral en 1878-1879

Né à Épernay, en France, le 5 décembre 1829, fils de Gaspard Pierre Gustave Joly, seigneur, et de Julie Christine Chartier de Lotbinière, fille de Michel Eustache Gaspard Chartier de Lotbinière, député de York à la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada de 1792 à 1796 et conseiller législatif de 1796 à 1822. Arriva au Canada vers 1839.

Fit ses études à l'institut Keller à la Sorbonne, à Paris. Admis au barreau du Bas-Canada le 6 novembre 1855. Exerça sa profession d'avocat pendant quelques années à Québec.

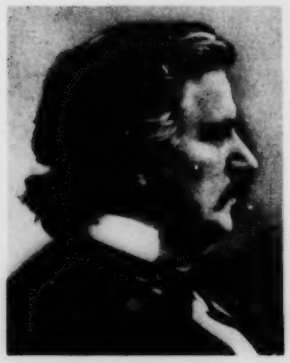
A épousé à Québec, dans la *Metropolitan Church*, le 6 mai 1856, Marguerite Josephte Gowen, fille de Hammond Gowen.

Député du comté de Lotbinière à la Chambre d'assemblée de la province du Canada de juillet 1861 à juillet 1867. Élu sans opposition député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Lotbinière aux élections de 1867. Fut l'un des leaders du Parti national fondé en 1871. Réélu en 1871, 1875, 1878, puis sans opposition en 1881. Chef de l'Opposition à l'Assemblée législative de 1867 à 1878, puis Premier ministre, président du Conseil exécutif et commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics du 8 mars 1878 au 31 octobre 1879. De nouveau chef de l'Opposition de 1879 à 1883. Il démissionna le 25 novembre 1885, à la suite d'un désaccord avec son parti au sujet de l'affaire Riel. En vertu du double mandat, il fut élu sans opposition député libéral à la Chambre des communes dans Lotbinière en 1867 et 1872. Ne s'est pas représenté en 1874. Déclina deux fois le poste de sénateur, en 1874 et 1877, et celui de ministre de l'Agriculture dans le cabinet Mackenzie. Élu de nouveau à la Chambre des communes dans la circonscription de Portneuf en 1896, il démissionna lors de son accession au cabinet et se fit réélire sans opposition à l'élection partielle du 30 juillet 1896. Contrôleur du Revenu intérieur du 13 juillet 1896 au 29 juin 1897. Membre du Conseil privé et ministre du Revenu intérieur dans le cabinet Laurier du 30 juin 1897 au 21 juin 1900. Démissionna de son poste lors de sa nomination comme Lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique le 21 juin 1900. Il occupa cette fonction jusqu'au 25 mai 1906.

En 1880, il participa à la fondation du journal *L'Électeur* avec Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, Wilfrid Laurier, François Langelier, David-Alexandre Ross, Charles-Antoine-Ernest Gagnon, Joseph Shehyn, W. Reid et D. W. Campbell. Président de la Compagnie du chemin de fer de Gosford. Vice-président de l'Association forestière américaine en 1885. Directeur de l'*Abbotsford Pomological Association*. Président de la *Fruit Grower's Association of Quebec*, de la *Society for the Re-Wooding* de Québec, de la Société d'agriculture du comté de Lotbinière, du Conseil d'agriculture de la province de Québec. Vice-président de la *Human Society of British North America* et de l'*Imperial Federation League* du Canada. Membre de l'*United Empire Loyalist Association*. Vice-président de la Société de géographie de Québec. Créé conseil en loi de la reine le 9 mars 1878. Docteur en droit *honoris causa* de l'Université Queens en 1894. Créé chevalier de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges en 1895.

Décédé à Québec, le 16 novembre 1908, à l'âge de 78 ans et 11 mois. Inhumé à Sillery, dans le *Mount Hermon Cemetery*, le 18 novembre 1908.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec



Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898)

Premier ministre conservateur de 1879 à 1882

Né à Sainte-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, le 9 novembre 1840, fils de Pierre Chapleau, maçon, et de Zoé Sigouin.

Fit ses études au collège Masson à Terrebonne et au séminaire de Saint-Hyacinthe. Étudia le droit à Montréal auprès de Mes Ouimet, Morin et Marchand. Admis au barreau du Bas-Canada le 2 décembre 1861. Créé conseil en loi de la reine le 28 février 1873. Docteur en droit de l'Université Laval en 1878.

A épousé dans la cathédrale Saint-Michel-de-Sherbrooke, le 25 novembre 1874, Marie-Louise King, fille de Charles King, lieutenant-colonel et major de brigade, et de Bessie Harrington.

Exerça sa profession d'avocat à Montréal. Fut associé aux avocats Gédéon Ouimet, Joseph-Alfred Mousseau. Edward Brock Carter, Levi Ruggles Church, John Smythe Hall, Albert William Atwater, et Charles Laplante dit Champagne ainsi qu'à Mes Moreau, Archambault, Nicolls et Brown. Fut le défenseur du Métis Ambroise Lépine à Winnipeg en 1874. Professeur de droit criminel à l'Université Laval à Montréal de 1878 à 1885 et professeur titulaire de droit international de 1885 à 1898.

Élu sans opposition député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Terrebonne aux élections de 1867. Réélu sans opposition en 1871. Candidat conservateur défait dans la circonscription de Verchères aux élections fédérales de 1872. Démissionna le 27 février 1873 lors de sa nomination comme solliciteur général, puis fut réélu sans opposition à l'élection partielle du 12 mars 1873. Solliciteur général dans le cabinet Ouimet du 27 février 1873 au 22 septembre 1874. De nouveau élu en 1875. Démissionna en janvier 1876, à la suite de sa nomination au cabinet, puis fut réélu sans opposition à l'élection partielle du 10 février 1876. Assermenté ministre sans portefeuille dans le cabinet Boucher de Boucherville le 24 janvier 1876. Secrétaire et registraire de la province dans le même cabinet du 25 janvier 1876 au 8 mars 1878. Chef du Parti conservateur en 1878. De nouveau élu en 1878. Chef de l'Opposition du 1er mai 1878 au 31 octobre 1879. Il démissionna comme député, en octobre 1879, lorsqu'il fut appelé par le Lieutenant-gouverneur à former le nouveau cabinet. Fut réélu sans opposition à l'élection partielle du 13 novembre 1879. Premier ministre et président du Conseil exécutif du 31 octobre 1879 au 31 juillet 1882. Commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics du 31 octobre 1879 au 5 juillet 1881. Commissaire des Chemins de fer du 10 octobre 1880 au 5 juillet 1881. Élu sans opposition aux élections de 1881. Démissionna le 29 juillet 1882. Nommé membre du Conseil privé le 29 juillet 1882. Élu sans opposition député conservateur à la Chambre des communes dans la circonscription de Terrebonne à l'élection partielle du 16 août 1882. Secrétaire d'État dans le cabinet Macdonald du 29 juillet 1882 au 6 juin 1891. Réélu en 1887 et 1891. Secrétaire d'État dans le cabinet Abbott du 16 juin 1891 au 24 janvier 1892 et ministre des Douanes du 25 janvier au 24 novembre 1892. Résigna son mandat le 5 décembre 1892, à la suite de sa nomination comme Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, fonction qu'il occupa jusqu'au 20 janvier 1898.

Directeur de la *Laurentides Railway Co.* et de la *Pontiac & Pacific Railway Co.* en 1862 et 1863, il fut propriétaire du journal *Le Colonisateur* avec Ludger Labelle, Joseph-Alfred Mousseau, Laurent-Olivier David, D. Ricard, L.-W. Tessier, L.-O. Fontaine et Louis-Victor Sicotte (député de Saint-Hyacinthe à la Chambre d'assemblée de la province du Canada de 1851 à 1863 et titulaire du ministère Macdonald (J. S.)-Sicotte en 1862 et 1863). Promoteur et vice-président du Crédit foncier franco-canadien. Directeur du Crédit foncier du Bas-Canada et de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal. Dernier président de l'Institut canadien-français de Montréal. Membre du *St. James Club*, du Club de la garnison de Québec et du club Rideau d'Ottawa. Créé commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand en 1881, commandeur de la Légion d'honneur le 10 novembre 1882 et chevalier commandeur de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges le 20 mai 1896. Membre du Conseil de l'Université Laval à Montréal de 1893 à 1898.

Décédé à Montréal, le 13 juin 1898, à l'âge de 57 ans et 7 mois. Inhumé à Montréal, dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le 16 juin 1898.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Joseph-Alfred Mousseau (1837-1886)

Premier ministre conservateur de 1882 à 1884

Né dans la paroisse Sainte-Geneviève-de-Berthier, le 17 juillet 1837, fils de Louis Mousseau, cultivateur, et de Sophie Duteau dit Grandpré.

Étudia à l'académie de Berthier et poursuivit ses études de droit auprès de Louis-Auguste Olivier, Thomas Kennedy Ramsay, L. Thomas Drummond et Louis Bélanger. Admis au barreau du Bas-Canada le 2 avril 1860. Créé conseil en loi de la reine le 28 février 1873.

A épousé dans sa paroisse natale, le 20 août 1862, Hersélie Desrosiers, fille de Léopold Desrosiers, notaire, et de Louise Douaire Bondy.

Exerça sa profession à Montréal et s'associa avec plusieurs avocats, notamment Mes Joseph-Adolphe Chapleau et Laurent-Olivier David. En 1862 et 1863, il fut propriétaire du journal *Le Colonisateur* avec Ludger Labelle, Joseph-Adolphe Chapleau, Laurent-Olivier David, D. Ricard, L.-W. Tessier, L.-O. Fontaine et Louis-Victor Sicotte (député de Saint-Hyacinthe à la Chambre d'assemblée de la province du Canada de 1851 à 1863 et titulaire du ministère Macdonald (J.-S.)-Sicotte en 1862 et 1863).

Fonda en 1870, avec George E. Desbarats et Laurent-Olivier David, l'hebdomadaire *L'Opinion publique*.

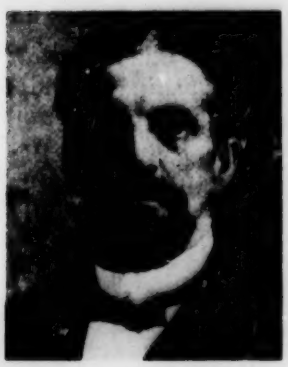
Élu député conservateur à la Chambre des communes dans la circonscription de Bagot aux élections de 1874. Réélu en 1878. Démissionna lors de sa nomination au Conseil privé et se fit réélire sans opposition à l'élection partielle du 20 novembre 1880. Président du Conseil privé dans le cabinet J. A. Macdonald du 8 novembre 1880 au 19 mai 1881. Nommé secrétaire d'État dans le cabinet J. A. Macdonald le 20 mai 1881. Réélu sans opposition aux élections de 1882, mais démissionna le 28 juillet de la même année. Élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Jacques-Cartier à l'élection partielle du 26 août 1882. Cette élection fut annulée le 7 mai 1883. Réélu à l'élection partielle du 26 septembre 1883. Premier ministre, président du Conseil exécutif et procureur général de la province de Québec du 31 juillet 1882 jusqu'à sa nomination comme juge à la Cour supérieure du district de Rimouski, le 22 janvier 1884.

Auteur de: *Cardinal et Duquet victimes de 1837-1838* (1860) et *La Confédération, c'est le salut du Bas-Canada* (1867).

Décédé à Montréal, le 30 mars 1886, à l'âge de 48 ans et 8 mois. Inhumé dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le 2 avril 1886.

Petit-fils d'Alexis Mousseau, député de Warwick à la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada de 1820 à 1824 et de 1827 à 1830, et député de Berthier de 1830 à 1838. Frère de Joseph-Octave Mousseau, député indépendant de Soulanges à la Chambre des communes de mars à décembre 1891. Neveu de Pierre-Eustache Dostaler, conseiller législatif. Oncle et beau-père de Joseph-Octave Mousseau et cousin d'Omer Dostaler, tous deux députés à l'Assemblée législative. Grand-père de Ghislaine Perrault, épouse d'André Laurendeau, député à l'Assemblée législative.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec



JOHN JONES ROSS
(1831-1901)

PREMIER MINISTRE CONSERVATEUR DE 1884 À 1887

Né à Québec, dans le comté de Champlain, le 16 août 1831, fils de George McIntosh Ross, capitaine et marchand de bois, et de Marie Éloïse Gouin.

A épousé à Champlain, le 8 août 1854, Marie Arline Lanouette, fille de Joseph Édouard Lanouette, lieutenant-colonel de milice, et d'Antoinette Adélaïde Pezard.

Étudia au Séminaire de Québec, puis fit ses études de médecine auprès du docteur Henry Carter. Reçu médecin en 1852.

Exerça sa profession à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Chirurgien-major du 1er bataillon du comté de Champlain. Gouverneur du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de 1880 à 1883, vice-président de 1883 à 1889 et président de 1889 à 1892. Vice-président du Chemin de fer de la rive nord en 1875. Pratiqua aussi l'agriculture et fut président honoraire de la Société d'agriculture du comté de Champlain ainsi que membre du Conseil d'agriculture de la province de Québec de 1862 à 1890.

Député du comté de Champlain de juillet 1861 à juillet 1867. Élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la même circonscription en 1867. Démissionna lors de sa nomination comme conseiller législatif de la division de Shawinigan le 2 novembre 1867. Élu député conservateur à la Chambre des communes dans la circonscription de Champlain aux élections de 1867. Réélu en 1872. Ne s'est pas représenté en 1874. Président du Conseil législatif et, à ce titre, membre du Conseil exécutif dans les cabinets Ouimet (27 février 1873 au 7 avril 1874), Boucher de Boucherville (25 janvier 1876 au 8 mars 1878) et Chapleau (31 octobre 1879 au 4 mars 1882). Assermenté ministre sans portefeuille le 24 janvier 1876. Commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics dans le cabinet Chapleau du 5 juillet 1881 au 4 mars 1882. Assermenté commissaire des Chemins de fer (par intérim) le 5 juillet 1881. Premier ministre, président du Conseil exécutif et commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics du 23 janvier 1884 au 25 janvier 1887. Nommé sénateur de la division de La Durantaye le 12 avril 1887. Président du Sénat du 14 septembre 1891 au 23 avril 1896. Membre du Conseil privé et ministre sans portefeuille dans le cabinet Tupper du 1er mai au 8 juillet 1896.

Décédé à Sainte-Anne-de-la-Pérade le 4 mai 1901. Inhumé dans l'église de cette paroisse le 7 mai 1901.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

LOUIS-OLIVIER TAILLON
(1840-1923)

PREMIER MINISTRE CONSERVATEUR EN JANVIER 1887 ET DE 1892 À 1896

Né dans la paroisse Saint-Louis-de-Terrebonne, le 26 septembre 1840, fils d'Aimé Taillon, cultivateur, et de Josephte Donet.

A épousé à L'Assomption, le 14 juillet 1875, Louise Georgiana Archambault, fille de Pierre Urgel Archambault, conseiller législatif de la division de Repentigny de 1858 à 1867, et veuve de Candide Bruneau.

Fréquenta le collège Masson à Terrebonne, puis étudia le droit au cabinet de Mes Hector Fabre, Siméon Lesage, Louis-Amable Jetté et Désiré Girouard (député conservateur de Jacques-Cartier à la Chambre des communes de 1878 à 1896). Admis au barreau du Bas-Canada le 6 novembre 1865. Créé conseil en loi de la reine le 20 janvier 1882. Exerça sa profession à Terrebonne, puis à Montréal où il s'associa notamment à François-Xavier-Anselme Trudel.

Élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal-Est aux élections de 1875. Réélu en 1878 et 1881. Orateur de l'Assemblée législative du 8 mars 1882 au 27 mars 1884. Démissionna à la suite de sa nomination au cabinet, mais fut réélu sans opposition à l'élection partielle du 9 février 1884. Procureur général dans le cabinet Ross du 23 janvier 1884 au 25 janvier 1887. Défait aux élections générales du 14 octobre 1886. Élu dans Montcalm à l'élection partielle du 11 décembre 1886. Premier ministre, président du Conseil exécutif et procureur général du 25 au 29 janvier 1887. Chef de l'Opposition de 1887 à 1890. Défait dans Jacques-Cartier en 1890. Assermenté ministre sans portefeuille dans le cabinet Boucher de Boucherville le 21 décembre 1891. Élu dans Chambly aux élections de 1892. Démissionna lors de son assermentation comme président du Conseil exécutif, mais fut réélu sans opposition dans la même circonscription à l'élection partielle du 31 décembre 1892. Premier ministre du 16 décembre 1892 au 11 mai 1896, président du Conseil exécutif du 16 décembre 1892 au 28 février 1895 et trésorier provincial du 6 octobre 1894 au 4 mai 1896. Membre du Conseil privé et ministre des Postes dans le cabinet Tupper du 1er mai au 9 juillet 1896. Résigna toutes ses fonctions le 13 juin 1896 pour se présenter aux élections fédérales. Candidat défait dans les circonscriptions fédérales de Chambly-Verchères et de Bagot aux élections de 1896 et 1900. Vice-président du Club libéral conservateur de Montréal. Promoteur et premier président du club Lafontaine en 1903. Maître de poste à Montréal de 1911 à 1916.

Bâtonnier (1892) et conseiller du barreau de Montréal. Bâtonnier du barreau de la province de Québec en 1892 et 1893. Docteur en droit *honoris causa* de l'Université de *Bishop's College* en 1895 et de l'Université Laval en 1900. Créé chevalier commandeur de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges en 1916.

Décédé à Montréal, le 25 avril 1923, à l'âge de 82 ans et 7 mois. Inhumé à Montréal, dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le 28 avril 1923.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Honoré Mercier
(1840-1894)

Premier ministre libéral de 1887 à 1891

Né à Saint-Athanase, dans le comté d'Iberville, le 15 octobre 1840, fils de Jean-Baptiste Mercier, cultivateur, et de Marie Catherine Timineur (Kemener).

Fit ses études au collège Sainte-Marie à Montréal. Étudia le droit auprès de Mes Laframboise et Papineau, à Saint-Hyacinthe, et auprès de Joseph-Adolphe Chapleau. Admis au barreau du Bas-Canada le 3 avril 1864. Créé conseil en loi de la reine le 31 mai 1878.

A épousé en premières noces, dans la cathédrale de Saint-Hyacinthe, le 29 mai 1866, Léopoldine Boivin, fille de Narcisse Boivin, marchand, et d'Élisabeth Maillette; et en secondes noces, dans la même paroisse, le 9 mai 1871, Virginie Saint-Denis, fille de Jean-Baptiste Saint-Denis, marchand, et d'Hermine Boivin.

Rédacteur au *Courrier de Saint-Hyacinthe* du 11 juillet 1862 jusqu'à sa démission, le 4 mai 1864. De retour au *Courrier* le 27 février 1866 comme membre d'un comité de rédaction, il quitta de nouveau le journal le 23 mai suivant et rompit définitivement avec le Parti conservateur dont il répudiait le projet de fédération. Dans le domaine journalistique, il fonda également à Montréal, en 1883, le quotidien *Le Temps*, avec Félix-Gabriel Marchand et Toussaint-Antoine-Rodolphe Laflamme, député libéral de Jacques-Cartier à la Chambre des communes de 1872 à 1878.

Exerça sa profession d'avocat à Saint-Hyacinthe de 1865 à 1881 et s'associa à H. Bourgeois de 1874 à 1879 et à Odilon Desmarais en 1876. S'établit à Montréal en 1881. Fut associé à Cléophas Beausoleil (député libéral de Berthier à la Chambre des communes de 1887 à 1899), Lomer Gouin et Rodolphe Lemieux (député libéral de Gaspé à la Chambre des communes de 1896 à 1911 et de 1917 à 1930, de Nicolet de 1904 à 1906, de Rouville de 1911 à 1917, de Maisonneuve de 1917 à 1921, puis sénateur de la division de Rougemont de 1930 à 1937).

Membre fondateur de la section de Montréal du Parti national et secrétaire de cette formation en 1872. Élu député libéral à la Chambre des communes dans la circonscription de Rouville aux élections de 1872. Ne s'est pas représenté en 1874. Défait dans Saint-Hyacinthe aux élections fédérales de 1878. Assermenté solliciteur général dans le cabinet Joly de Lotbinière le 30 avril 1879, il occupa cette fonction jusqu'au 31 octobre 1879. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Saint-Hyacinthe à l'élection partielle du 3 juin 1879. Réélu sans opposition en 1881. Chef de l'Opposition libérale de 1883 à 1887. Fondateur et chef, en 1885, d'un nouveau Parti national regroupant libéraux et conservateurs en désaccord avec leur parti à la suite de l'exécution de Louis Riel. Élu de nouveau dans Saint-Hyacinthe en 1886. Démissionna lors de son accession au cabinet et fut réélu sans opposition à l'élection partielle du 12 février 1887. Élu dans la circonscription de Bonaventure aux élections de 1890. Premier ministre de la province du 29 janvier 1887 au 21 décembre 1891. Président du Conseil exécutif du 29 janvier 1887 au 30 juin 1890. Procureur général du 29 janvier 1887 au 8 mai 1888. Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation du 8 mai au 7 décembre 1888 et du 30 juin 1890 au 21 décembre 1891. Fut renvoyé d'office par le Lieutenant-gouverneur Auguste-Réal Angers, le 16 décembre 1891, à la suite du scandale de la Baie-des-Chaleurs. Traduit en justice sous une accusation de pot-de-vin dans un contrat de papeterie avec J.-A. Langlais, il fut par la suite acquitté. Réélu dans Bonaventure en 1892, il conserva ce siège jusqu'à son décès.

Prononça de nombreuses conférences dont plusieurs furent publiées. Cofondateur de l'Union catholique de Saint-Hyacinthe. Bâtonnier du barreau de Montréal en 1885 en 1886, puis bâtonnier du barreau de la province de Québec en 1886 et 1887. Créé officier de la Légion d'honneur de France et grand-croix de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand en 1888. Récipiendaire d'un doctorat en droit *honoris causa* de l'Université Laval en 1890, et des universités de Fordham (New York) et de Georgetown. Chevalier de l'ordre du Saint-Sépulcre et commandeur de l'ordre de Léopold II de Belgique.

Décédé à Montréal, le 30 octobre 1894, à l'âge de 54 ans. Inhumé à Montréal, dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le 2 novembre 1894.

Père d'Honoré Mercier (fils), beau-père de Lomer Gouin, grand-père d'Honoré Mercier (petit-fils), de Gaspard Fauteux et de Paul Gouin, députés à l'Assemblée législative, ainsi que de Léon Mercier Gouin, sénateur de la division de Salaberry de 1940 à 1976.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Edmund James Flynn
(1847-1927)

Premier ministre conservateur en 1896-1897

Né à Percé, le 16 novembre 1847, fils de James Flynn, pêcheur, et d'Élizabeth Tostevin.

Fit ses études au Séminaire de Québec et à l'Université Laval à Québec. Admis au barreau de la province de Québec le 16 septembre 1873.

A épousé en premières noces, dans la paroisse Notre-Dame-de-Québec, le 11 mai 1875, Augustine Côté, fille d'Augustin Côté, propriétaire du *Journal de Québec*, et d'Émilie Lemieux; et en secondes noces, dans la paroisse Notre-Dame-de-Montréal, le 8 janvier 1912, Marie Cécile Pouliot, veuve d'Eugène Globensky.

Exerça sa profession d'avocat à Québec aux cabinets Rémillard et Flynn; Drouin, Flynn et Gosselin; Flynn et Flynn. Registraire adjoint, protonotaire adjoint et greffier adjoint à la Cour du banc de la reine ainsi que registraire à la Cour de circuit de Gaspé, de 1867 à 1869. Professeur agrégé et licencié en droit de l'Université Laval à Québec de 1874 à 1878. Professeur titulaire de droit romain à la même université de 1874 à 1927. Docteur en droit en 1878. Secrétaire de la faculté de droit de l'Université Laval de 1874 à 1880. Membre du Conseil de l'Université Laval de 1891 à 1927 et doyen de la faculté de droit de 1915 à 1921. Membre du Bureau des gouverneurs de l'Université Laval de 1915 à 1927 et professeur émérite de cette même université en 1926 et 1927.

Secrétaire-trésorier de la municipalité de Percé de 1867 à 1869. Candidat libéral défait dans la circonscription de Gaspé aux élections provinciales de 1875 et à l'élection partielle du 2 juillet 1877. Élu sans opposition député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Gaspé aux élections de 1878. Le 29 octobre 1879, il joignit les rangs du Parti conservateur avec quatre de ses collègues, entraînant la démission du gouvernement Joly de Lotbinière, devenu alors minoritaire. Démissionna en octobre 1879 lors de sa nomination à titre de commissaire des Terres de la Couronne dans le cabinet Chapleau, poste qu'il occupa du 31 octobre 1879 au 30 juillet 1882. Il fut réélu sans opposition député conservateur dans la circonscription de Gaspé à l'élection partielle du 6 décembre 1879. De nouveau élu en 1881. Démissionna lors de sa nomination comme commissaire des chemins de fer dans le cabinet Ross le 11 février 1884. Réélu à l'élection partielle du 2 avril 1884, il conserva son poste de commissaire des chemins de fer jusqu'au 27 juillet 1886. Réélu sans opposition en 1886, il fut entre-temps solliciteur général dans les cabinets Ross et Taillon du 12 mai 1885 au 29 janvier 1887. Défait en 1890. Candidat conservateur défait dans la circonscription de Gaspé aux élections fédérales de 1891. Commissaire des Terres de la Couronne dans le cabinet Boucher de Boucherville du 21 décembre 1891 au 16 décembre 1892. Réélu dans les circonscriptions de Gaspé et de Matane aux élections de 1892. Résigna son siège de Matane le 7 juin 1892. Fut procureur général intérimaire du 12 novembre au 31 décembre 1892 dans les cabinets Boucher de Boucherville et Taillon. Commissaire des Terres de la Couronne dans le cabinet Taillon du 16 décembre 1892 au 11 mai 1896. Premier ministre et commissaire des Travaux publics du 11 mai 1896 au 24 mai 1897.

Réélu dans la circonscription de Gaspé en 1897. Élu dans la circonscription de Nicolet en 1900. Ne s'est pas représenté en 1904. Candidat conservateur défait dans la circonscription de Gaspé aux élections fédérales de 1908.

Juge à la Cour supérieure du district de Beauce du 9 juin 1914 au 26 juin 1920, puis juge à la Cour du banc du roi jusqu'à son décès.

Créé conseil en loi de la reine le 22 juin 1899. Bâtonnier du barreau de Québec de 1907 à 1909. Membre du Club de la garnison.

Décédé à Québec, le 7 juin 1927, à l'âge de 79 ans et 6 mois. Inhumé à Sainte-Foy, dans le cimetière Notre-Dame-de-Belmont, le 10 juin 1927.

Grand-père de Jacques Flynn, député conservateur de Québec-Sud à la Chambre des communes de 1958 à 1962 et sénateur de la division de Rougemont depuis le 9 novembre 1962.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

FÉLIX-GABRIEL MARCHAND
(1832-1900)

PREMIER MINISTRE LIBÉRAL DE 1897 À 1900

Né à Saint-Jean, le 9 janvier 1832, fils de Gabriel Marchand, propriétaire terrien, négociant et officier supérieur de milice, et de Mary McNider.

Étudia au collège de Chambly et poursuivit des études de littérature à Paris en 1851. À son retour d'Europe, il fit des études de droit et fut admis à la pratique du notariat le 20 février 1855.

Épousa dans la paroisse Saint-Louis-de-Terrebonne, le 12 septembre 1854, Marie Hersélie Turgeon, fille de Louis Turgeon et de Pélagie Marchand.

Propriétaire terrien et notaire à Saint-Jean jusqu'en 1899. Comme journaliste, il collabora d'abord à *La Ruche littéraire et politique* en 1853 et 1854. Fonda en 1860, avec Charles-J. Laberge, *Le Franco-Canadien* de Saint-Jean dont il fut rédacteur jusqu'en 1885 et propriétaire de 1867 à 1877. Fut également l'un des fondateurs du *Canada français* qui absorba *Le Franco-Canadien* en 1895, et dont son fils, Gabriel Marchand, fut par la suite propriétaire et rédacteur. Fonda en 1883, avec Honoré Mercier et Toussaint-Antoine-Rodolphe Laflamme (député libéral de Jacques-Cartier à la Chambre des communes de 1872 à 1878), *Le Temps* de Montréal. Collabora en outre au *Foyer canadien*, à *La Revue canadienne*, au *Littérateur canadien*, à *la Revue légale* et à *L'Ordre*.

De 1862 à 1866, il occupa successivement les fonctions de lieutenant, capitaine, major et lieutenant-colonel du 21e bataillon d'infanterie légère de Richelieu. En 1866, aidé de Charles-J. Laberge, il forma un corps de volontaires à Saint-Jean. Commanda également cinq bataillons lors du raid des *Fenians* en 1870, puis demeura en service actif jusqu'en 1880. Dans le domaine des affaires, il fonda avec Louis Molleur la Banque de Saint-Jean en 1873. Il fut aussi actionnaire et directeur de la Compagnie manufacturière de Saint-Jean en 1875 et 1876, puis promoteur de la *St. John's Building Society* et de la *St. John's Woolen Factory*.

Conseiller municipal de Saint-Jean en 1858 et 1859. Membre de la commission scolaire de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste en 1863 et 1864, puis président de 1864 à 1872. Président de la commission scolaire de Saint-Jean de 1872 à 1896. Marguillier de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste de 1868 à 1871. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Saint-Jean aux élections de 1867. Réélu sans opposition en 1871. Membre du conseil de l'Association de réforme du Parti national. Membre de l'exécutif du Parti national à Montréal en 1875. De nouveau élu en 1875 et 1878. Secrétaire et registraire de la province dans le cabinet Joly de Lotbinière du 8 mars 1878 au 19 mars 1879, puis commissaire des Terres de la Couronne du 19 mars au 31 octobre 1879. Réélu en 1881 (sans opposition), 1886 et 1890. Orateur de l'Assemblée législative du 29 janvier 1887 au 26 avril 1892. Réélu en 1892. Chef de l'Opposition de 1892 à 1897. Réélu en 1897 et sans opposition à l'élection partielle du 12 juin 1897. Premier ministre et président du Conseil exécutif du 24 mai 1897 au 25 septembre 1900. Secrétaire et registraire du 24 au 26 mai 1897. Trésorier du 26 mai 1897 au 25 septembre 1900.

Auteur de plusieurs pièces de théâtre dont: *Fatenville* (1869), *Erreur n'est pas compte* (1872), *Un bonheur en attire un autre* (1883), *Le Lauréat* (opéra comique) et *Les Faux Brillants* (1885). A publié également *Manuel et formulaire du notariat* (1892) et *Mélanges poétiques et littéraires* (1899).

Trésorier de la Chambre des notaires de 1860 à 1870, puis président en 1894. Vice-président de l'Association d'agriculture du Bas-Canada. Président de la Société d'agriculture de Saint-Jean de 1864 à 1867. Titulaire des postes suivants au sein de la Société royale du Canada: vice-président (1883), président de la section française (1884), vice-président général (1897) et président général (1898). Président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean. Officier de l'Instruction publique de France en 1879. Docteur en lettres *honoris causa* de l'Université Laval en 1891. Officier de la Légion d'honneur en 1898. Membre de l'académie des Muses Santones de France. Décoré des Palmes d'officier de l'académie du gouvernement français.

Décédé en fonction, à Québec, le 25 septembre 1900, à l'âge de 68 ans et 9 mois. Inhumé à Sainte-Foy, dans le cimetière Notre-Dame-de-Belmont, le 29 septembre 1900.

Père de Gabriel Marchand, député à l'Assemblée législative. Beau-père de Raoul Dandurand, sénateur de la division de Lorimier de 1898 à 1942.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Simon-Napoléon Parent
(1855-1920)

Premier ministre libéral de 1900 à 1905

Né à Beauport, le 12 septembre 1855, fils de Simon Polycarpe Parent, cultivateur et commerçant, et de Luce Bélanger.

Fit ses études au Séminaire de Québec, à l'École normale et à l'Université Laval. Récipiendaire de la médaille d'or du gouverneur général et du prix Tessier. Fit sa cléricature auprès de Mes Thomas Chase Casgrain et Guillaume Amyot, député national conservateur de Bellechasse à la Chambre des communes de 1881 à 1896. Admis au barreau de la province de Québec le 9 août 1881. Créé conseil en loi de la reine le 19 mai 1899.

A épousé à Beauport, le 17 octobre 1877, Clara Gendron, fille d'Ambroise Gendron, inspecteur de bois et arpenteur, et d'Esther Chamberland.

D'abord teneur de livres dans une importante compagnie de gros à Québec. Établit son cabinet d'avocat dans la paroisse Saint-Sauveur à Québec et s'associa par la suite avec Charles Fitzpatrick, Louis-Alexandre Taschereau, Ferdinand Roy et Lawrence Arthur Cannon. Fondateur et président de la Compagnie du pont de Québec en 1897. Président de la *Quebec Railway Light and Power Company*. Directeur du Grand Tronc et de la Compagnie du chemin de fer du Lac-Saint-Jean. Conseiller juridique de la Banque Molson.

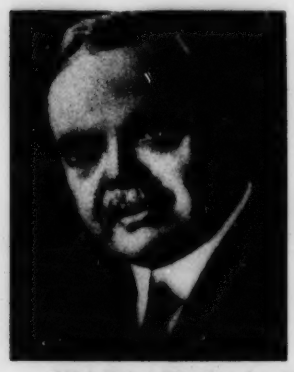
Conseiller municipal du quartier Saint-Vallier au Conseil de ville de Québec de 1890 à 1894, maire suppléant en 1892, puis maire de 1894 à 1906. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Saint-Sauveur aux élections de 1890. Réélu en 1892 (sans opposition) et 1897. Démissionna à la suite de sa nomination au cabinet et se fit réélire sans opposition à l'élection partielle du 12 juin 1897. Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries dans le cabinet Marchand du 26 mai 1897 au 3 octobre 1900. Réélu sans opposition en 1900. Premier ministre et président du Conseil exécutif du 3 octobre 1900 au 21 mars 1905. Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries du 3 octobre 1900 au 2 juillet 1901. Ministre des Terres, Mines et Pêcheries du 2 juillet 1901 au 21 mars 1905. Trésorier intérimaire du 8 juillet au 6 octobre 1903. Réélu sans opposition en 1904. Trois de ses ministres, Lomer Gouin, Adélard Turgeon et William Alexander Weir, prirent la tête d'un mouvement qui aboutit à sa démission à titre de Premier ministre, le 21 mars 1905. Résigna son siège de député le 5 septembre 1905. Président de la Commission du chemin de fer transcontinental de 1905 à 1911. Président de la Commission des eaux limitrophes de la province de Québec de 1911 à 1920.

Docteur en droit *honoris causa* de l'Université de *Bishop's College* en 1902. A publié *Discours sur la question des droits de coupe sur le bois de pulpe* (1903). Membre du Club de la garnison de Québec, du club Rideau, du club Laurentien, du club Ottawa, de l'*Union Club* et de la Société Saint-Jean-Baptiste. Président de l'association Saint-Patrice de Montréal et président honoraire de plusieurs autres associations.

Décédé à Montréal, le 7 septembre 1920, à l'âge de 64 ans et 11 mois. Inhumé à Québec, dans le cimetière Saint-Charles, le 10 septembre 1920.

Père de Georges Parent, député libéral de Montmorency à la Chambre des communes de 1904 à 1911, de Québec-Ouest de 1917 à 1930, puis sénateur de la division de Kennebec de 1930 à 1942, et de Charles-Eugène Parent, député libéral de Québec-Ouest à la Chambre des communes de 1935 à 1953. Beau-père de Robert Laurier, député libéral d'Ottawa-Est à l'Assemblée législative ontarienne de 1940 à 1945. Beau-frère de Ferdinand-Ambroise Gendron, député à l'Assemblée législative.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec



LOMER GOUIN
(1861-1929)

PREMIER MINISTRE LIBÉRAL DE 1905 À 1920

Né à Saint-Charles-des-Grondines, dans le comté de Portneuf, le 19 mars 1861, fils de Joseph-Nérée Gouin, médecin, et de Séraphine Fugère.

A épousé en premières noces, à Montréal, dans la paroisse Saint-Jacques, le 24 mai 1888, Éliza Mercier, fille d'Honoré Mercier, avocat et Premier ministre de la province de Québec, et de Léopoldine Boivin; et en secondes noces, dans la cathédrale de Montréal, le 19 septembre 1911, Alice Amos, fille d'Auguste Amos, industriel, et de Marie-Louise Boyer.

Fit ses études au collège de Sorel, au collège de Lévis et à l'Université Laval à Montréal. Fit sa cléricature auprès de Me Toussaint-Antoine-Rodolphe Laflamme, député libéral de Jacques-Cartier à la Chambre des communes de 1872 à 1878, et de Me John Joseph Caldwell Abbott, Premier ministre du Canada. Admis au barreau de la province de Québec le 2 avril 1884. Créé conseil en loi de la reine le 9 juin 1899. Docteur en lettres *honoris causa* de l'université Laval en 1902. Docteur en droit *honoris causa* de l'Université McGill en 1911, de *Bishop's College* en 1913, de l'Université de Toronto en 1915 et de l'Université Queens en 1921.

Exerça sa profession avec S. Pagnuelo, Louis-Olivier Taillon, Raymond Préfontaine, Joseph-Émery Robidoux, E.N. Saint-Jean, Honoré Mercier, E. Brassard, Jérémie-Louis Décarie, D. Murphy, Louis-Philippe Bérard et Rodolphe Lemieux, député libéral de Gaspé à la Chambre des communes de 1896 à 1911 et de 1917 à 1930, de Nicolet de 1904 à 1906, de Rouville de 1911 à 1917, de Maisonneuve de 1917 à 1921, puis sénateur de la division de Rougemont de 1930 à 1937. Comme avocat, il représenta également plusieurs compagnies ferroviaires, notamment le Grand Tronc, *Montreal and Champlain Railway, Beauharnois Railway, Chateauguay Northern Railway et Montreal Terminal Railway.* Bâtonnier général du barreau de la province de Québec en 1910 et 1911.

Directeur des institutions et compagnies suivantes: Assurance Mont-Royal, Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, Banque de Montréal, Crédit foncier, *Royal Trust Co., Shawinigan Water and Power Co., Laurentide Co., Laurentide Paper Co., Lake of the Woods Millings Co., St. Maurice Power, Royal Exchange Insurance, National City Co., Mutual Life Insurance, Montreal Light, Heat and Power Co., Canada Insurance, Canadian International Paper Co.*, et *Title Guarantee and Trust Corp.* Membre du Bureau de contrôle de la Banque provinciale du Canada. Directeur du journal *La Presse.* Nommé membre du Conseil de l'instruction publique de la province de Québec le 10 mai 1898 et président du Conseil d'administration de l'Université de Montréal en 1920. A publié: *Code municipal de la province de Québec* (1890), *Le Remaniement des subsides fédéraux des provinces* (1903) et *Discours prononcés par l'honorable Lomer Gouin à l'Assemblée législative de Québec* (1904).

Échevin du quartier Est au Conseil de ville de Montréal de février 1900 à novembre 1920. Candidat libéral défait dans la circonscription de Richelieu aux élections fédérales de 1891. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal nº 2 aux élections de 1897. Réélu sans opposition en 1900 et 1904. Réélu à l'élection partielle du 10 avril 1905. Élu dans la circonscription de Portneuf et défait dans Montréal nº 2 aux élections de 1908. Élu simultanément dans Portneuf et Saint-Jean en 1912. Résigna son siège de député de Saint-Jean le 14 novembre 1912. Réélu sans opposition dans Portneuf en 1916 et 1919. Commissaire des Travaux publics dans le cabinet Parent du 3 octobre 1900 au 2 juillet 1901, date de sa nomination comme ministre de la Colonisation et des Travaux publics. Avec deux de ses collègues, Adélard Turgeon et William Alexander Weir, il démissionna du cabinet Parent le 3 février 1905. Premier ministre de la province de Québec et président du Conseil exécutif du 23 mars 1905 au 9 juillet 1920. Procureur général du 23 mars 1905 au 25 août 1919. Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries du 8 septembre au 17 octobre 1907. Démissionna en juillet 1920. Nommé conseiller législatif de la division de Salaberry le 22 juillet 1920. N'a jamais siégé. Démissionna en 1921. Élu député libéral à la Chambre des communes dans Laurier-Outremont aux élections de 1921. Réélu à l'élection partielle du 19 janvier 1922 à la suite de sa nomination comme ministre. Nommé membre du Conseil privé le 29 décembre 1921. Ministre de la Justice dans le cabinet King du 29 décembre 1921 au 3 janvier 1924. Ne s'est pas représenté en 1925. Nommé Lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 10 janvier 1929. Il occupa cette fonction jusqu'à son décès.

Président du Club national en 1889 et 1890 et de la *North American Fish and Game Protective Association.* Membre du Club de la garnison de Québec, du Club Saint-Denis, du Club canadien et du Club de réforme de Montréal. Créé officier de l'Instruction publique de France en 1902, chevalier de la Légion d'honneur de France en 1907, chevalier par le roi Édouard VII en 1908, grand officier de l'ordre de Léopold de Belgique en 1912, commandeur de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges en 1913 et commandeur de l'ordre de la Couronne de Belgique en 1920.

Décédé en fonction à Québec, le 28 mars 1929, à l'âge de 68 ans et 11 mois. Inhumé à Montréal, dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le 1er avril 1929.

Père de Paul Gouin, député à l'Assemblée législative, et de Léon Mercier Gouin, sénateur de la division de Salaberry du 7 novembre 1940 au 18 mars 1976. Beau-frère d'Honoré Mercier (fils), oncle d'Honoré Mercier (petit-fils) et de Gaspard Fauteux, tous trois députés à l'Assemblée législative.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

LOUIS-ALEXANDRE TASCHEREAU
(1867-1952)

PREMIER MINISTRE LIBÉRAL DE 1920 À 1936

Né dans la paroisse Notre-Dame-de-Québec, le 5 mars 1867, fils de Jean-Thomas Taschereau, avocat et juge à la Cour suprême, et de Marie-Louise-Joséphine Caron.

A épousé dans la paroisse Sainte-Anne-de-la-Pocatière, le 26 mai 1891, Marie-Emma-Adine Dionne, fille d'Élisée Dionne, avocat et conseiller législatif, et de Marie-Louise-Clara Têtu.

A étudié au Séminaire de Québec et à l'Université Laval. Récipiendaire des médailles Tessier, Angers et Stanley de Preston. Fit sa cléricature auprès de Me François Langelier. Admis au barreau de la province de Québec le 9 juillet 1889. Créé conseil en loi du roi le 30 juin 1903.

Après avoir commencé sa carrière au cabinet de Charles Fitzpatrick et de Simon-Napoléon Parent, il exerça par la suite sa profession avec Lawrence Arthur Cannon et Georges Parent (député libéral de Montmorency à la Chambre des communes de 1904 à 1911 et de Québec-Ouest de 1917 à 1930, puis sénateur de la division de Kennebec de 1930 à 1942). S'associa également à Léon Casgrain et à ses deux fils, Paul et Robert Taschereau. Syndic du barreau de Québec en 1908. Bâtonnier du barreau de Québec de 1911 à 1913 et du barreau de la province en 1912 et 1913. Journaliste à *L'Action libérale*. Directeur et vice-président de la Banque d'économie de Québec. Directeur des banques et entreprises suivantes: *Barclay Bank (Canada) Ltd.*, *Royal Trust*, Caisse d'économie, *Molson Bank*, Banque de Montréal, *Canadian Investments Funds*, *Sun life Assurance Co. of Canada*, *Metropolitan Life Assurance Co.*, *Liverpool & London & Globe Insurance Co.*, *Pioneer Insurance Co.*, *Globe Indemnity Co.* et *Manitoba Liverpool Insurance Co.*

Échevin du quartier Saint-Pierre au Conseil de ville de Québec en 1906 et 1907. Candidat libéral défait dans la circonscription de Dorchester aux élections provinciales de 1892. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montmorency en 1900. Réélu sans opposition en 1904. Démissionna en octobre 1907 à la suite de sa nomination au cabinet, mais fut réélu à l'élection partielle du 4 novembre suivant. Ministre des Travaux publics et du Travail dans le cabinet Gouin du 17 octobre 1907 au 25 août 1919. Élu dans Montmorency et défait dans Charlevoix aux élections de 1908. Réélu dans Montmorency en 1912, 1916, 1919 (sans opposition), 1923, 1927 (sans opposition), 1931 et 1935. Ne s'est pas représenté en 1936. Procureur général dans le cabinet Gouin du 25 août 1919 au 9 juillet 1920. Premier ministre et président du Conseil exécutif du 9 juillet 1920 jusqu'à sa démission, le 11 juin 1936. Procureur général du 9 juillet 1920 au 13 mars 1936. Ministre des Affaires municipales du 30 avril 1924 au 6 juin 1935. Trésorier de la province du 27 novembre 1930 au 26 octobre 1932.

Docteur en droit *honoris causa* de l'Université Laval en 1908 et de l'Université de Toronto en 1921. Créé officier de la Légion d'honneur en 1924. commandeur en 1927, puis grand-croix en 1934. Créé chevalier de l'ordre de Léopold II en 1925 et commandeur de l'ordre de la Couronne de Belgique en 1926. Patron d'honneur des Emprunts de la victoire de 1939 à 1945. Président honoraire conjoint de la campagne nationale de la Croix-Rouge. Gouverneur de la *Catholic Church Extension Society in Canada*. Vice-président du *Quebec Miniature Rifle Club*. Président du comité exécutif de l'hôpital Laval. Membre de la Commission des champs de bataille nationaux, des Forestiers indépendants, des *Royal Guardians*, de l'Alliance nationale, du Club de la garnison et du club Mont-Royal.

Décédé à Québec, le 6 juillet 1952, à l'âge de 85 ans et 4 mois. Inhumé à Sainte-Foy, dans le cimetière Notre-Dame-de-Belmont, le 9 juillet 1952.

Arrière-petit-fils de Gabriel-Elzéar Taschereau, député de Dorchester à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada de 1792 à 1796, et conseiller législatif de 1798 à 1809. Arrière-petit-fils de Jean-Antoine Panet, député de Québec-Haute-Ville à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada de 1792 à 1808, puis en 1814 et 1815, député du comté de Huntingdon de 1808 à 1814, et conseiller législatif de janvier à mai 1815. Petit-fils de Jean-Thomas Taschereau, député de Dorchester à la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada de 1800 à 1810 et de 1812 à 1820, député de Leinster en 1809 et 1810, député de Gaspé de 1820 à 1827, et conseiller législatif de 1828 à 1832. Petit-fils de René-Édouard Caron, Lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Neveu de Charles Fitzpatrick, Lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Neveu d'Antoine-C. Taschereau, député de Beauce à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada de 1830 à 1838 et député de Dorchester à la Chambre d'assemblée de la province du Canada de 1841 à 1844. Neveu par alliance de Thomas Chapais, conseiller législatif. Cousin par alliance de Lawrence Arthur Cannon, député à l'Assemblée législative. Demi-frère d'Henri-Thomas Taschereau, député libéral de Montmorency à la Chambre des communes de 1872 à 1878. Beau-frère d'Auguste-Charles-Philippe Landry, député à l'Assemblée législative. Père de Robert Taschereau, député à l'Assemblée législative.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Joseph-Adélard Godbout
(1892-1956)

Premier ministre libéral de juin à août 1936 et de 1939 à 1944

Né à Saint-Éloi, dans le comté de Témiscouata, le 24 septembre 1892, fils d'Eugène Godbout, cultivateur et député à l'Assemblée législative, et de Marie-Louise Duret.

A étudié au séminaire de Rimouski, à l'école d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et au *Amherst Agriculture College*, dans l'État du Massachusetts.

A épousé à L'Islet, le 9 octobre 1923, Dorilda Fortin, fille de Florent Fortin et d'Éliza Lebourdais.

Professeur à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière de 1918 à 1930. Agronome pour le ministère de l'Agriculture dans le comté de L'Islet de 1922 à 1925.

Élu sans opposition député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de L'Islet à l'élection partielle du 13 mai 1929. Réélu en 1931 et 1935. Ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau du 27 novembre 1930 au 27 juin 1936. Premier ministre de la province de Québec et président du Conseil exécutif du 11 juin au 26 août 1936. Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation du 27 juin au 26 août 1936. Défait en 1936. Réélu en 1939. De nouveau Premier ministre, président du Conseil exécutif et ministre de l'Agriculture du 8 novembre 1939 au 30 août 1944. Ministre de la Colonisation du 8 novembre 1939 au 5 novembre 1942 et du 12 février 1943 au 30 août 1944. Réélu en 1944. Chef de l'Opposition de 1944 à 1948. Défait en 1948. Nommé sénateur de la division de Montarville le 25 juin 1949.

Détenteur d'un doctorat *honoris causa* en sciences agricoles de l'Université Laval en 1931, et en médecine vétérinaire de l'Université de Montréal en 1940 et en droit de l'Université McGill, de l'Université de *Bishop's College* et du *Massachusetts Stable College*. Nommé professeur honoraire à la faculté d'agriculture de l'Université Laval en 1940. Codirecteur de l'Association des éleveurs de Holstein-Freisian. Nommé président de la section Sainte-Anne-de-la-Pocatière de la Société des agronomes canadiens en mars 1929 et de l'Association des techniciens agricoles du Canada en 1933. Membre des agronomes de l'Est du Québec, du *Mount Stephen Club*, du Club des journalistes de Québec et des Chevaliers de Colomb. Commandeur de l'ordre du Mérite agricole de la province de Québec et commandeur de l'ordre du Mérite agricole de France.

Décédé à Montréal, le 18 septembre 1956, à l'âge de 63 ans et 11 mois. Inhumé dans le cimetière de la paroisse Saint-François-d'Assise-de-Frelighsburg le 22 septembre 1956.

Neveu de Charles-Alfred Desjardins, député à l'Assemblée législative.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Maurice Le Noblet Duplessis
(1890-1959)

Premier ministre Union nationale de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959

Né à Trois-Rivières, dans la paroisse Immaculée-Conception, le 20 avril 1890, fils de Nérée Le Noblet Duplessis, avocat, juge et député à l'Assemblée législative, et de Marie Catherine Camille Berthe Genest.

Fit ses études au collège Notre-Dame à Montréal, au Séminaire de Trois-Rivières et à l'Université Laval à Montréal. Admis au barreau de la province de Québec le 14 septembre 1913.

Exerça sa profession à Trois-Rivières au cabinet des avocats Duplessis et Duplessis en 1913, Duplessis et Langlois en 1914, et plus tard Duplessis, Langlois et Lamothe. Créé conseil en loi du roi le 30 décembre 1931. Bâtonnier du barreau de Trois-Rivières en 1937. Bâtonnier du barreau de la province de Québec en 1937 et 1938.

Candidat conservateur défait dans la circonscription de Trois-Rivières aux élections provinciales de 1923. Élu député conservateur à l'Assemblée législative dans cette circonscription en 1927 et 1931. Élu chef du Parti conservateur en 1933 et réélu député de ce parti en 1935. Chef de l'Opposition officielle de 1933 à 1936. Fonda l'Union nationale le 7 novembre 1935. Élu député de ce parti en 1936, 1939, 1944, 1948, 1952 et 1956. Premier ministre, président du Conseil exécutif et procureur général de la province de Québec du 26 août 1936 au 8 novembre 1939 et du 30 août 1944 au 7 septembre 1959. Ministre des Terres et Forêts du 23 février 1937 au 27 juillet 1938. Ministre de la Voirie du 7 juillet au 30 novembre 1938.

Créé chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Nommé docteur *honoris causa* de l'Université Laval, de l'Université McGill, de l'Université de Montréal, de l'Université de *Bishop's College* et de l'Université de Caen en France.

Décédé à Schefferville, le 7 septembre 1959, à l'âge de 69 ans et 4 mois. Inhumé à Trois-Rivières, dans le cimetière Saint-Louis, le 10 septembre 1959. Il était célibataire.

Neveu de Richard-Stanislas Cooke et de William-Pierre Grant, députés à l'Assemblée législative. Petit-neveu de Charles-Borromée Genest, député à l'Assemblée législative.

Photographe: Roger Bédard
Source: Archives nationales du Québec à Québec

Paul Sauvé
(1907-1960)

Premier ministre Union nationale en 1959-1960

Né à Saint-Benoît, dans le comté de Deux-Montagnes, le 24 mars 1907, fils d'Arthur Sauvé, journaliste et député à l'Assemblée législative, et de Marie-Louise Lachaîne.

A épousé à Montréal, dans la paroisse Saint-Jacques-le-Majeur, le 4 juillet 1936, Marie-Lucienne-Anna (Luce) Pelland, fille de Zéphirin Pelland, cultivateur, et d'Armina Laferrière.

Fit ses études à l'école de sa paroisse natale, au séminaire de Sainte-Thérèse, au collège Sainte-Marie et à l'Université de Montréal. Fit sa cléricature auprès de Me Aldéric Blain, puis au cabinet Chauvin, Walker, Stewart & Martineau. Admis au barreau de la province de Québec le 8 juillet 1930. Créé conseil en loi du roi le 30 décembre 1938. Docteur en droit *honoris causa* de l'Université de *Bishop's College* et de l'Université Laval (1952).

S'enrôla comme lieutenant dans l'armée de réserve en 1931. Promu capitaine et commandant de compagnie au Centre de Sorel en 1940. Fut l'un des organisateurs de l'École d'officiers et de sous-officiers de Saint-Hyacinthe en 1941 et du Centre d'instruction avancée de Farnham en 1942. Servit en Europe avec les fusiliers Mont-Royal en 1943, puis participa au débarquement en Normandie à titre de commandant en second en 1944. Promu lieutenant-colonel et commandant des fusiliers Mont-Royal en 1944. Nommé brigadier de la 10e brigade d'infanterie de réserve en 1947. Décoré de la croix de guerre française et de la médaille d'efficacité. Membre des Chevaliers de Colomb, du Cercle universitaire, du Club Saint-Denis, du *Montreal Club*, du club de la garnison, du club Outremont, du *Quebec Winter Club*, du *Seigniory Club* et des clubs Addington et Hedrolar.

Élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Deux-Montagnes à l'élection partielle du 4 novembre 1930. Réélu en 1931. Défait en 1935. Élu député de l'Union nationale aux élections de 1936, 1939, 1944, 1948, 1952 et 1956. Orateur de l'Assemblée législative du 7 octobre 1936 au 20 février 1940. Ministre du Bien-être social et de la Jeunesse dans le cabinet Duplessis du 18 septembre 1946 au 15 janvier 1959. Ministre de la Jeunesse et ministre du Bien-être social du 15 janvier au 11 septembre 1959. Premier ministre, président du Conseil exécutif, ministre de la Jeunesse et ministre du Bien-être social du 11 septembre 1959 jusqu'à son décès.

Décédé en fonction, à Saint-Eustache, le 2 janvier 1960, à l'âge de 52 ans et 9 mois. Inhumé dans le cimetière de cette paroisse le 5 janvier 1960.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec

Antonio Barrette
(1899-1968)

Premier ministre Union nationale de janvier à juillet 1960

Né à Joliette, le 26 mai 1899, fils d'Ernest Barrette, employé civil, et de Robéa Côté.

Étudia à l'académie Saint-Viateur, puis suivit des cours privés.

Épousa à Joliette, le 2 juillet 1924, Marie Estelle Guilbault, fille d'Osias Guilbault, notaire et registrateur, et de Victoria Froment.

Travailla au Canadien national comme messager de 1914 à 1921, puis comme machiniste de 1921 à 1931. Ingénieur mécanicien en chef à l'*Acme Glove Work Ltd.* de Joliette de 1931 à 1935. Secrétaire de l'*International Association of Machinists* du district de Joliette en 1932 et 1933. Cofondateur en 1936 de la Société Barrette et Lépine, courtiers d'assurances. Secrétaire du Comité d'étude du Syndicat national de rachat des rentes seigneuriales du 26 juillet 1938 au 22 août 1939. Président du Conseil régional du travail en temps de guerre. Président d'Antonio Barrette et Fils Inc., courtiers d'assurances à Joliette, de 1966 à 1968.

Fondateur en 1930 et président jusqu'en 1936 de l'Association des jeunes conservateurs du comté de Joliette. Candidat conservateur défait aux élections provinciales de 1935 dans la circonscription de Joliette. Élu député de l'Union nationale dans la même circonscription en 1936. Réélu en 1939, 1944, 1948, 1952, 1956 et 1960. Ministre du Travail du 30 août 1944 au 8 janvier 1960 dans les cabinets Duplessis et Sauvé. Choisi chef de l'Union nationale en janvier 1960. Premier ministre, président du Conseil exécutif et ministre du Travail du 8 janvier au 5 juillet 1960. Démissionna comme député et chef de l'Union nationale le 15 septembre 1960. Ambassadeur du Canada en Grèce du 4 avril 1963 au 12 juillet 1966.

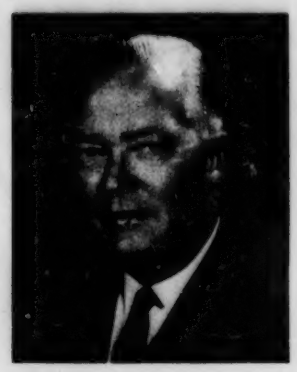
Membre fondateur de la Société des oliviers, organisme constitué en 1922. Lieutenant-colonel honoraire du régiment de Joliette et capitaine de l'escadron « D » des gardes-frontières. Membre du Club canadien du *Seigniory Club*, du club Renaissance de Québec et des Chevaliers de Colomb. Secrétaire de l'Association des jeunes hommes d'affaires de Joliette. Membre de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec.

Docteur en sciences sociales *honoris causa* de l'Université Laval en 1945, il reçut aussi le titre de docteur *rerum civilium scientia* de l'Université de Montréal en 1948, de docteur *jure civili* de l'Université de *Bishop's College* en 1954, puis de docteur *juris atriusque* de l'Université McGill. Honoré du titre de grand officier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand et de grand cordon de l'ordre royal de Georges de Grèce.

A publié: *Considérations sur les relations industrielles en démocratie* (1953); *Le Communisme est-il une menace ?* (1954); *Mémoires* (1966).

Décédé à Montréal, le 15 décembre 1968, à l'âge de 69 ans et 6 mois. Inhumé à Joliette, dans le cimetière de la paroisse Saint-Pierre, le 19 décembre 1968.

Photographie: Archives nationales du Québec à Québec



JEAN LESAGE
(1912-1980)

PREMIER MINISTRE LIBÉRAL DE 1960 À 1966

Né à Montréal, le 10 juin 1912, fils de Xavéri Lesage, enseignant et fonctionnaire, et de Cécile Côté.

Fit ses études au jardin de l'enfance Saint-Enfant-Jésus à Montréal, au pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague à Québec, au Séminaire de Québec et à l'Université Laval à Québec. Admis au barreau de la province de Québec le 10 juillet 1934. Créé conseil en loi de la reine le 13 janvier 1961.

A épousé à Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, le 2 juillet 1938, Corinne Lagarde, cantatrice, fille d'Alexandre Lagarde, gérant de commerce, et de Valéria Matte.

Fit partie de l'armée de réserve de 1933 à 1945. Exerça sa profession à Québec avec Me Paul Lesage en 1934, puis avec Charles Gavan Power (député libéral de Québec-Sud à la Chambre des communes de 1917 à 1955 et sénateur de la division du Golfe de 1955 à 1968), Valmore Bienvenue, Paul Lesage et Jean Turgeon. Fut également l'associé de Jean Bienvenue. De 1939 à 1944, il fut procureur de la Couronne et procureur de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Élu député libéral à la Chambre des communes dans la circonscription de Montmagny-L'Islet en 1945. Réélu en 1949. Adjoint parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 24 janvier 1951 au 31 décembre 1952. Adjoint parlementaire du ministre des Finances du 1er janvier au 13 juin 1953. Élu de nouveau en 1953. Ministre des Ressources et du Développement économique dans le cabinet Saint-Laurent du 17 septembre au 15 décembre 1953, puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales du 16 décembre 1953 au 21 juin 1957. Réélu en 1957 et 1958. Démissionna comme député le 13 juin 1958, à la suite de son élection à la direction du Parti libéral du Québec le 31 mai 1958. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Québec-Ouest en 1960. Réélu en 1962. Premier ministre, président du Conseil exécutif et ministre des Finances du 5 juillet 1960 au 16 juin 1966. Ministre des Affaires fédérales-provinciales du 28 mars 1961 au 16 juin 1966. Ministre du Revenu du 30 mai au 8 août 1963. Élu dans la circonscription de Louis-Hébert à l'élection de 1966. Chef de l'Opposition de 1966 jusqu'à sa démission comme chef du Parti libéral du Québec en janvier 1970. Ne s'est pas représenté en 1970.

Après avril 1970, il fit partie de la Commission chargée par le gouvernement du Québec de la préparation de la législation. Occupa le poste de directeur de plusieurs compagnies, notamment *Lever Brothers Ltd., Montreal Trust Co., Mondev Corporation Ltd., Campbell Chibougamau Mines Ltd. et J. J. Baker Ltd.* Membre du conseil d'administration de la *Canadian Reynolds Metals Co.* en 1971. Nommé président du conseil d'administration des Nordiques de Québec en juin 1972.

Auteur d'une brochure intitulée *Jean Lesage s'engage* et d'articles publiés dans la revue *Canadian Education.* Colonel honoraire du 6e régiment d'artillerie de 1965 à 1970. Docteur *honoris causa* des universités Laval, Bishop, Mount Allison, McGill, Western, Sir-George-Williams, des universités de Montréal, Sherbrooke, Ottawa, Toronto, Moncton, de l'Université du Nouveau-Brunswick, du Darmouth College (New Hampshire) et de l'École des sciences politiques d'Athènes. Compagnon de l'ordre du Canada. Chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et de l'ordre de Saint-Lazare-de-Jérusalem. Récipiendaire de la médaille des Anciens de l'Université Laval en 1961. Membre des Cercles universitaires de Québec et d'Ottawa, des Clubs de réforme de Québec et de Montréal et du Club de la garnison de Québec.

Décédé à Québec le 12 décembre 1980, à l'âge de 68 ans et 6 mois. Inhumé à Sainte-Foy,dans le cimetière Notre-Dame-de-Belmont, le 15 décembre 1980.

Neveu de Joseph-Arthur Lesage, sénateur de la division du Golfe de 1944 à 1950.

Photographe: L. Bouchard, Office du film du Québec
Source: Archives nationales du Québec à Québec

Daniel Johnson
(1915-1968)

Premier ministre Union nationale de 1966 à 1968

Né dans la paroisse Sainte-Anne-de-Danville, le 9 avril 1915, fils de Francis Johnson, journalier, et de Marie-Adéline Daniel.

A étudié à l'école paroissiale de Danville, au séminaire de Saint-Hyacinthe et à l'Université de Montréal. Fit sa cléricature auprès de Me Henri Crépeau. Admis au barreau de la province de Québec le 20 juillet 1940.

A épousé à Montréal, dans la paroisse Notre-Dame-de-Grâce, le 2 octobre 1943, Reine Gagné, fille d'Horace-J. Gagné, avocat, et de Lauretta Demers.

Exerça sa profession avec Me Whitelaw en 1940; Sullivan en 1941 et 1942; Piper, Nantel et Tormey en 1942 et 1943; Jonathan Robinson en 1943 et 1944; et Robinson et Wilson de 1944 à 1946. Conseiller juridique du Conseil central de Montréal de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), de l'Association des hebdomadaires de langue française, de l'Association des hôteliers du Québec, de l'Association professionnelle des employés d'*Acton Rubber Inc.* et du jeune barreau de Montréal. Directeur et président de plusieurs compagnies. Collaborateur au journal étudiant *Le Quartier latin* et à *La Patrie.*

Élu député de l'Union nationale à l'Assemblée législative dans la circonscription de Bagot à l'élection partielle du 18 décembre 1946. Réélu en 1948, 1952, 1956, 1960 et 1962. Adjoint parlementaire du président du Conseil exécutif du 1er janvier au 15 décembre 1955. Orateur suppléant du 15 décembre 1955 au 30 avril 1958. Ministre des Ressources hydrauliques dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 30 avril 1958 au 5 juillet 1960. Élu chef de l'Union nationale en 1961. Chef de l'Opposition à l'Assemblée législative jusqu'en 1966. Réélu en 1966. Premier ministre de la province de Québec et président du Conseil exécutif du 16 juin 1966 au 26 septembre 1968. Ministre des Richesses naturelles du 16 juin 1966 au 31 octobre 1967, des Affaires fédérales-provinciales du 16 juin 1966 au 26 avril 1967 et des Affaires intergouvernementales du 26 avril 1967 au 26 septembre 1968.

Auteur de l'ouvrage *Égalité ou Indépendance* (1965). Président de la Fédération canadienne des étudiants catholiques, de la section française de l'Union des jeunesses catholiques du Canada et de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal. Vice-président de *Pax Romana.* Vice-président général de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.) et du comité national de l'Action catholique. Membre fondateur et conseiller juridique de l'Union des Latins d'Amérique. Membre et conseiller juridique de la Chambre de commerce des jeunes de la province de Québec et du Canada.

Membre du club Saint-Denis, du club Renaissance, du Club de la garnison, du Cercle universitaire de Montréal, du *Quebec Winter Club* et des Chevaliers de Colomb. Créé conseil en loi du roi le 14 juin 1950. Docteur en droit *honoris causa* des universités Queens et McGill en 1967, puis des universités de Montréal et de Sherbrooke en 1968.

Décédé en fonction, au barrage Manic 5, le 26 septembre 1968, à l'âge de 53 ans et 5 mois. Inhumé dans le cimetière de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, le 1er octobre 1968.

Père de Daniel Johnson (fils), député libéral de Vaudreuil-Soulanges (à partir de 1981), puis de Vaudreuil (depuis 1989) et de Pierre Marc Johnson, député du Parti québécois de la circonscription d'Anjou (de 1976 à 1987) à l'Assemblée nationale. Frère de Maurice Johnson, député progressiste-conservateur de Chambly-Rouville à la Chambre des communes de 1958 à 1962.

Source: Archives nationales du Québec à Québec

Jean-Jacques Bertrand (1916-1973)

Premier ministre Union nationale de 1968 à 1970

Né à Sainte-Agathe-des-Monts, le 20 juin 1916, fils de Lorenzo Bertrand, chef de gare et télégraphiste, et de Bernadette Bertrand.

Étudia au collège Sacré-Coeur à Sainte-Agathe, au juvénat des Oblats à Ottawa, au séminaire de Saint-Hyacinthe, puis aux universités d'Ottawa et de Montréal. Fut décoré du mérite universitaire par l'Université de Montréal. Admis au barreau de la province de Québec en 1941.

Commença à pratiquer le droit au cabinet de Louis-Arthur Giroux à Sweetsburg. S'associa plus tard à Me Gérard Turmel, puis à Mes Jacques Meunier et Gilles Mercure. Directeur de la Compagnie d'expansion industrielle de Cowansville. Secrétaire-trésorier des corporations municipales et scolaires de Sweetsburg de 1942 à 1948.

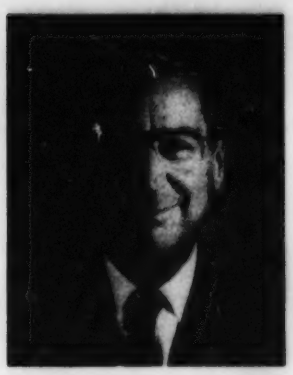
A épousé à Sweetsburg, dans le comté de Missisquoi, le 14 octobre 1944, Marie-Thérèse-Gabrielle Giroux, fille de Louis-Arthur Giroux, avocat et conseiller législatif, et de Juliette Bolduc.

Élu député de l'Union nationale à l'Assemblée législative dans la circonscription de Missisquoi en 1948. Réélu en 1952, 1956, 1960, 1962, 1966 et 1970. Nommé adjoint parlementaire du ministre des Terres et Forêts et du ministre des Ressources hydrauliques le 17 décembre 1954. Ministre des Terres et Forêts dans les cabinets Duplessis et Sauvé du 30 avril 1958 au 8 janvier 1960. Ministre de la Jeunesse et ministre du Bien-être social dans le cabinet Barrette du 8 janvier au 5 juillet 1960. Candidat défait à la direction de l'Union nationale en 1961. Ministre de l'Éducation dans le cabinet Johnson du 16 juin 1966 au 31 octobre 1967. Ministre de la Justice dans le même cabinet du 16 juin 1966 au 2 octobre 1968. Nommé chef intérimaire de l'Union nationale à la suite du décès du Premier ministre Johnson. Premier ministre de la province de Québec et président du Conseil exécutif du 2 octobre 1968 au 12 mai 1970. Ministre de la Justice et ministre des Affaires intergouvernementales du 2 octobre 1968 au 23 juillet 1969. Ministre des Finances du 18 au 23 juillet 1969. À l'issue du congrès de son parti tenu le 21 juin 1969, il avait été confirmé chef permanent de l'Union nationale. Chef de l'Opposition officielle du 12 mai 1970 au 19 juin 1971.

Membre du conseil d'administration de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins de Cowansville. Président de la Chambre de commerce des jeunes de Cowansville en 1946 et 1947. Créé Conseil en loi le 14 juin 1950. A reçu des doctorats *honoris causa* de l'Université Bishop, de l'Université d'Ottawa en 1959, de l'Université de Sherbrooke en 1967 ainsi que de l'Université de Montréal et de l'Université Laval en 1969. Membre des Chevaliers de Colomb, du club Renaissance, du Club de la garnison et du club Saint-Denis.

Décédé à Montréal, le 22 février 1973, à l'âge de 56 ans et 8 mois. Inhumé au cimetière de la paroisse Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg le 25 février 1973. Père de Jean-François Bertrand, député à l'Assemblée nationale de 1976 à 1985. Sa veuve, Gabrielle Bertrand, a été élue députée conservateur à la Chambre des communes lors des élections fédérales de 1984.

Photographie: Office du film du Québec
Source: Archives nationales du Québec à Québec



Robert Bourassa
(1933-1996)

Premier ministre libéral de 1970 à 1976 et de 1985 à 1994

Né à Montréal, dans la paroisse Saint-Pierre-Claver, le 14 juillet 1933, fils d'Aubert Bourassa et d'Adrienne Courville.

A obtenu un baccalauréat ès Arts du collège Jean-de-Brébeuf en 1953 et une licence en Droit de l'Université de Montréal en 1956. Récipiendaire de la médaille du Gouverneur général en 1956. Admis au Barreau de Montréal en 1957. Maîtrise en sciences économiques et politiques de l'Université d'Oxford en 1959. A obtenu une bourse de l'Université de Harvard qui lui décerna une maîtrise en fiscalité et en droit financier en 1960.

Conseiller fiscal au ministère du Revenu national, à Ottawa, de 1960 à 1963. Professeur de sciences économiques et de fiscalité à l'Université d'Ottawa de 1961 à 1963. Secrétaire et directeur des recherches de la Commission Bélanger sur la fiscalité de 1963 à 1965. Conseiller spécial sur les questions économiques et fiscales auprès du ministère fédéral des Finances ainsi que professeur de finances publiques à l'Université de Montréal et à l'Université Laval, de 1966 à 1969.

Élu député de la circonscription de Mercier le 5 juin 1966. Critique financier du Parti libéral du Québec à l'Assemblée nationale. Élu chef du Parti libéral le 17 janvier 1970. Devenu, à 36 ans, lors des élections générales du 29 avril 1970, le plus jeune Premier ministre de l'histoire du Québec, il cumula, outre les fonctions de Premier ministre et de président du Conseil exécutif, celles de ministre des Finances de mai à octobre 1970, puis de ministre des Affaires intergouvernementales de février 1971 à février 1972.

Réélu à l'occasion des élections générales du 29 octobre 1973. Cumula au cours de ce mandat les fonctions de Premier ministre et de président du Conseil exécutif ainsi que de ministre des Affaires intergouvernementales (octobre et novembre 1976).

Amorça une période d'études et de réflexion en novembre 1976. Professeur invité à l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) à Fontainebleau et conférencier à l'Institut des affaires européennes à Bruxelles en 1977. Professeur au "Center of Advanced International Studies" de l'Université John Hopkins de Washington en 1978. Professeur à l'Université Laval et à l'Université de Montréal à compter de janvier 1979.

Professeur invité à l'Université de la Californie du Sud, à Los Angeles, en 1981, ainsi qu'à l'Université Yale, à New Haven, en 1982. Conseiller économique et financier au cours de cette période.

A participé à la campagne référendaire de 1980. Réélu chef du Parti libéral du Québec le 15 octobre 1983. Élu député de la circonscription de Bertrand le 3 juin 1985. Chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale. Suite aux élections générales du 2 décembre 1985, est redevenu Premier ministre du Québec. Élu député de la circonscription de Saint-Laurent à l'Assemblée nationale, le 20 janvier 1986. Réélu député de la circonscription de Saint-Laurent et Premier ministre du Québec lors des élections du 25 septembre 1989.

Doctorat *honoris causa* en Philosophie de l'Université de Tel-Aviv, en 1987. Vingtième récipiendaire de l'Ordre du Mérite des Diplômés de l'Université de Montréal en 1987.

Auteur de plusieurs ouvrages: *Bourassa/Québec!*, paru en français et en anglais (1970); *La Baie James* (1973); *James Bay* (1973); *Les années Bourassa: l'intégrale des entretiens Bourassa – St-Pierre* (1977); *Deux fois la Baie James* (1981); *Power from the North* (1985); *L'Énergie du Nord: la force du Québec* (1985); *Le défi technologique* (1985).

A épousé Andrée Simard, fille d'Édouard Simard et d'Orise Brunelle, le 23 août 1958, dans la paroisse Saint-Pierre de Sorel. Père de deux enfants, François et Michelle.

Décédé à Montréal, le 2 octobre 1996, à l'âge de 63 ans et 3 mois. Inhumé à Montréal, au cimetière Notre-Dame-des-Neiges, le 7 octobre 1996.

Photographe: Jean-Yves Bruel

René Lévesque
(1922-1987)

Premier ministre Parti québécois de 1976 à 1985

Né à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, le 24 août 1922, fils de Dominique Lévesque, avocat, et de Diane Dionne-Pineault.

A épousé en premières noces, à Québec, dans la paroisse Saint-Coeur-de-Marie, le 13 mai 1947, Louise L'Heureux, fille d'Eugène L'Heureux, directeur de *L'Action catholique* de Québec, et de Jeannette Magnan; et en secondes noces, au palais de justice de Montréal, le 12 avril 1978, Corine Côté, secrétaire, fille de Roméo Côté et d'Irma Tremblay.

A étudié à l'école primaire de New-Carlisle, au collège de Gaspé, au collège Saint-Charles-Garnier à Québec et entreprit des études de droit à l'Université Laval.

Débuta à la radio comme annonceur et rédacteur de nouvelles à la station CHNC de New-Carlisle. Travailla par la suite à CHRC en 1941 et 1942, puis à CBV. Agent de liaison et correspondant de guerre pour les forces armées américaines en 1944 et 1945. Employé du Service international de Radio-Canada de 1946 à 1951. Correspondant en Corée en 1952 et chef du service des reportages radiotélévisés de 1952 à 1956. Animateur de l'émission radiophonique *Au lendemain de la veille* et des émissions télévisées *Carrefour* et *Premier plan* de 1953 à 1956. Pigiste et animateur de la télésérie *Point de mire* de 1956 à 1959. Collaborateur à la revue *Cité libre*. Participa activement à la grève des réalisateurs de Radio-Canada en 1959. Membre de l'Union canadienne des journalistes de langue française et de l'Union des artistes de Montréal.

Membre du Parti libéral en 1960. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal-Laurier en 1960 et 1962. Réélu dans la circonscription de Laurier en 1966. Ministre des Ressources hydrauliques et ministre des Travaux publics dans le cabinet Lesage du 5 juillet 1960 au 28 mars 1961. Ministre des Richesses naturelles du 28 mars 1961 au 19 janvier 1966 et ministre de la Famille et du Bien-être social dans le même cabinet du 14 octobre 1965 au 16 juin 1966. Siégea comme député indépendant à partir de 1967.

Quitta le Parti libéral pour fonder le Mouvement souveraineté-association (M.S.A) le 18 novembre 1967. Président du Parti québécois du 14 octobre 1968 au 20 juin 1985. Candidat du Parti québécois défait dans la circonscription de Laurier aux élections de 1970 et dans Dorion en 1973. Entre 1970 et 1976, il fut chroniqueur au *Journal de Montréal* et au *Journal de Québec*. Élu député du Parti québécois à l'Assemblée nationale dans la circonscription de Taillon en 1976 et 1981. Premier ministre du Québec et président du Conseil exécutif du 25 novembre 1976 au 3 octobre 1985. Ministre délégué à la Condition féminine, par intérim, du 27 novembre 1984 au 16 janvier 1985. Démissionna comme député de Taillon, le 29 septembre 1985. Démissionna comme Premier ministre, le 3 octobre 1985.

A publié *Option-Québec* (1967) et *La Passion du Québec* (1978). Grand officier de la Légion d'honneur et récipiendaire de la médaille de la ville de Paris en novembre 1977.

Décédé à Montréal, le 1er novembre 1987, à l'âge de 65 ans et 2 mois. Inhumé au cimetière St-Michel-de-Sillery le 5 novembre 1987.

Photographe: Kadi

Pierre Marc Johnson
(1946-)

Premier ministre Parti québécois d'octobre à décembre 1985

Né à Montréal, le 5 juillet 1946, fils de Daniel Johnson, avocat et Premier ministre de la province de Québec de 1966 à 1968, et de Reine Gagné.

A épousé, à Outremont, dans la paroisse Saint-Raphaël-Archange, le 30 juin 1973, Marie-Madeleine-Louise Parent, avocate, et fille de Douglas Parent, ingénieur, et d'Adéline Roy.

Fit ses études au couvent des Soeurs de la Providence et aux collèges Stanislas, Saint-Laurent et Brébeuf à Montréal, puis à l'Université de Montréal et à l'Université de Sherbrooke. Fit un stage de trois mois à l'*Austro American Society* à Salzbourg (Autriche) en 1966. Obtint un baccalauréat en science politique en 1967 et une licence en droit en 1970. Fut admis au barreau de la province de Québec en 1971 et admis à la pratique de la médecine en 1976.

De 1966 à 1970, il occupa divers postes au sein de plusieurs associations étudiantes ainsi qu'à OXFAM-International. Professeur au cégep de Sherbrooke en 1972. Participa à une recherche sur l'analyse des problèmes de santé pour le ministère de l'Éducation en 1973. Exerça la médecine à l'hôpital Maisonneuve à Montréal. Fut membre du conseil d'administration de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke.

Élu député du Parti québécois à l'Assemblée nationale dans la circonscription d'Anjou aux élections de 1976 et 1981. Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre du 6 juillet 1977 au 6 novembre 1980. Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, du 6 novembre 1980 au 30 avril 1981. Ministre des Affaires sociales, du 30 avril 1981 au 5 mars 1984. Ministre de la Justice, du 5 mars 1984 au 3 octobre 1985. Ministre, par intérim, des Communautés culturelles et de l'Immigration, du 27 novembre 1984 au 20 décembre 1984. Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes du 5 mars 1984 au 12 décembre 1985. Élu président du Parti québécois le 29 septembre 1985. Assermenté Premier ministre du Québec et président du Conseil exécutif le 3 octobre 1985. Chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale depuis le 12 décembre 1985. Démissionne comme député d'Anjou, chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale et président du Parti québécois le 10 novembre 1987.

Neveu de Maurice Johnson, député progressiste-conservateur de Chambly-Rouville à la Chambre des communes de 1958 à 1962. Frère de Daniel Johnson (fils), député libéral de Vaudreuil-Soulanges à l'Assemblée nationale à partir de 1981, député de Vaudreuil depuis 1989 et Premier ministre du Québec de janvier à septembre 1994.

Photographe: Marc Lajoie, M.C.Q.

DANIEL JOHNSON
(1944-)

PREMIER MINISTRE LIBÉRAL DE JANVIER À SEPTEMBRE 1994

Né à Montréal, le 24 décembre 1944, fils de Daniel Johnson, avocat et Premier ministre de la province de Québec de 1966 à 1968, et de Reine Gagné.

A fait ses études en droit à l'Université de Montréal en 1966. Admis au barreau du Québec en 1967. A obtenu, l'année suivante, une maîtrise en droit à l'Université de Londres, qui lui décerna un doctorat en droit (Ph. D.) en 1971. Maîtrise en administration des affaires (M.B.A.) à l'Université Harvard de Boston en 1973.

A commencé sa carrière dans l'entreprise privée au sein de la société Power Corporation du Canada où il pratiqua le droit en qualité de secrétaire de la Société, en plus d'y occuper un poste de vice-président jusqu'en 1981. S'impliqua, durant cette période, au sein de différents conseils d'administration et comités exécutifs d'organismes communautaires dont ceux du Conseil régional de la santé et des services sociaux de Montréal métropolitain, du Centre de réadaptation Marie-Vincent, de l'Institut de cardiologie de Montréal, des Grands Ballets canadiens et de la Chambre de commerce du district de Montréal.

S'est joint au Parti libéral du Québec en 1977. Élu à l'Assemblée nationale pour la première fois le 13 avril 1981 à titre de député de la circonscription de Vaudreuil-Soulanges. Membre de l'Opposition officielle, porte-parole en matière d'industrie et commerce, puis en matière de finances publiques. Candidat à la direction du Parti libéral du Québec en octobre 1983.

Réélu député de Vaudreuil-Soulanges le 5 décembre 1985. Ministre de l'Industrie et du Commerce à compter de décembre 1985. Ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, à compter de juin 1988.

Élu député de Vaudreuil aux élections générales du 25 septembre 1989. Confirmé dans ses fonctions de ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, et président du Conseil du trésor. Également ministre responsable de la région de Montréal, président du Comité ministériel permanent de développement du Grand Montréal (C.M.P.D.G.M.) et aussi membre du Comité ministériel permanent de l'aménagement, du développement régional et de l'environnement (COMPADRE) ainsi que du Comité de législation. Chef du Parti libéral du Québec depuis le 14 décembre 1993. Premier ministre du Québec du 11 janvier au 26 septembre 1994. Réélu député de la circonscription de Vaudreuil aux élections générales du 12 septembre 1994. Actuellement chef de l'Opposition officielle.

Père de deux enfants et marié à Suzanne Marcil. Frère de Pierre Marc Johnson, député d'Anjou de 1976 à 1987 et Premier ministre du Québec d'octobre à décembre 1985.

Photographe: Daniel Lessard

Jacques Parizeau
(1930-)

Premier ministre Parti québécois de 1994 à 1996

Né à Montréal, le 9 août 1930, fils de Gérard Parizeau et de Germaine Biron.

A obtenu une licence en sciences commerciales de l'École des hautes études commerciales en 1950, à Montréal, puis a poursuivi sa formation en Europe. Diplômé de l'Institut d'études politiques et de la Faculté de droit de Paris en 1952. A obtenu en 1955 un doctorat en sciences économiques à la London School of Economics.

Professeur de sciences économiques à l'École des hautes études commerciales de 1955 à 1989. Il en prit congé durant une partie des années 1960, puis durant son mandat à l'Assemblée nationale de 1976 à 1984. Fut directeur de la revue *l'Actualité économique* de 1955 à 1961, chroniqueur de l'hebdomadaire *Québec-Presse* de 1969 à 1974, puis président du conseil d'administration et éditorialiste du journal *Le Jour* en 1974 et 1975.

Conseiller économique et financier des gouvernements Lesage, Johnson et Bertrand de 1961 à 1969. Membre des conseils d'administration de la Société générale de financement, de la Caisse de dépôt et de placement, de la Société d'exploitation minière de la Régie de l'Assurance-dépôts. A présidé de 1967 à 1969, le comité dont les travaux conduisent à la réforme des institutions financières. Directeur de l'Institut d'économie appliquée de 1973 à 1975.

Membre du Parti québécois depuis 1969, Président du conseil exécutif du Parti québécois de 1970 à 1973. Candidat défait dans Ahuntsic en 1970 et dans Crémazie en 1973. Élu député du Parti québécois dans L'Assomption le 15 novembre 1976, réélu en 1981. Membre du cabinet du Premier ministre René Lévesque de 1976 à 1984, ministre du Revenu du 26 novembre 1976 au 21 septembre 1979, Président du Conseil du trésor de 1976 à 1981, ministre des Finances du 26 novembre 1976 au 22 novembre 1984 et ministre des Institutions financières et des Coopératives du 30 avril 1981 au 9 septembre 1982. Membre du Comité des priorités et président du Comité ministériel permanent du développement économique.

A démissionné du cabinet le 22 novembre 1984 et comme député le 27 novembre 1984. De nouveau professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal de 1985 à 1989. A présidé la Commission d'étude sur les municipalités créée par l'Union des municipalités du Québec en 1985 et 1986.

Élu chef du Parti québécois le 18 mars 1988. Redevenu député de L'Assomption aux élections générales de 1989. Assuma la fonction de chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec à compter du 28 novembre 1989 jusqu'en septembre 1994. Président du Comité du NON au Québec lors du référendum fédéral sur l'accord de Charlottetown.

Réélu député aux élections générales du 12 septembre 1994. Assermenté comme Premier ministre du Québec le 26 septembre 1994. Également responsable des Affaires autochtones et de la Jeunesse. De janvier à août 1995, a cumulé la responsabilité de ministre de la Culture et des Communications, et, à ce titre, fut responsable de l'application de la Charte de la langue française. Fut aussi responsable de l'Action communautaire et de l'Autoroute de l'information. Démissionna comme Premier ministre et comme député de L'Assomption le 29 janvier 1996.

A été marié à feu Alicja Poznanska. Père de deux enfants, Isabelle et Bernard. A épousé Lisette Lapointe en décembre 1992.

Photographe: Daniel Lessard

LUCIEN BOUCHARD
(1938-)

PREMIER MINISTRE PARTI QUÉBÉCOIS
DEPUIS LE 29 JANVIER 1996

Né le 22 décembre 1938 à Saint-Coeur-de-Marie (Lac-Saint-Jean).

A fait ses études classiques au Collège de Jonquière. A obtenu, en 1959, un baccalauréat ès arts. En 1964, baccalauréat en sciences sociales et licence en droit de l'Université Laval. Admis au Barreau du Québec.

A exercé la profession d'avocat en cabinet privé à Chicoutimi jusqu'en 1985. Parallèlement, à partir de 1970, a rempli des mandats au sein de commissions et d'organismes liés au domaine des relations de travail, dans les secteurs public et privé. Premier président des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation, de 1970 à 1976, procureur en chef de la Commission de l'industrie de la construction (Commission Cliche, 1974-1975) et membre de la Commission d'étude et de consultation dans les secteurs public et parapublic (Commission Martin-Bouchard).

A publié plusieurs articles spécialisés dans des revues juridiques et de relations de travail. Coauteur du rapport Martin-Bouchard (1977-1978).

Coordonnateur ou membre de diverses équipes spéciales représentant le gouvernement du Québec dans les négociations collectives des secteurs public et parapublic, et dans les affaires constitutionnelles.

Successivement bâtonnier du Barreau du Saguenay, membre du comité administratif et président du comité de spécialisation du Barreau du Québec à compter de 1978. Membre des conseils d'administration de la Société générale de financement du Québec, de la Société Donohue inc. et de la Corporation de développement des investissements du Canada.

Ambassadeur du Canada en France à partir de juillet 1985. A participé activement au premier Sommet de la francophonie, à Paris, en 1986. A présidé le Comité international de préparation du deuxième Sommet de la francophonie tenu à Québec, en septembre 1987. Est demeuré ambassadeur du Canada en France jusqu'à sa nomination, le 31 mars 1988, au poste de Secrétaire d'État du Canada.

Élu député de Lac-Saint-Jean à la Chambre des communes le 20 juin 1988. Réélu dans la même circonscription, lors des élections fédérales du 21 novembre 1988. Le 30 janvier 1989, s'est vu confier le portefeuille de l'Environnement. A participé également à plusieurs comités du cabinet ministériel: président du comité chargé de l'environnement et membre des comités sur les relations fédérales-provinciales, sur la politique étrangère et la défense, du comité des opérations ainsi que du comité des priorités et de la planification.

Démissionna de son poste de ministre de l'Environnement le 22 mai 1990 et quitta le groupe parlementaire conservateur pour siéger aux Communes comme député indépendant de Lac-Saint-Jean. Le 25 juillet 1990, les députés indépendants du Québec qui siégeaient à Ottawa et qu'il dirigeait, se regroupèrent sous l'appellation de Bloc québécois. Élu président et chef du Bloc québécois le 15 juin 1991, lors de l'assemblée de fondation tenue à Sorel-Tracy.

A publié un essai sur l'évolution politique du Québec, *À visage découvert* (1992) et sa traduction anglaise, *On the Record* (1994).

Réélu député de Lac-Saint-Jean aux élections fédérales du 25 octobre 1993. Est devenu alors le chef de l'Opposition officielle à la Chambre des communes. A participé à la campagne référendaire sur la souveraineté du Québec à l'automne 1995. A été nommé, le 7 octobre 1995, négociateur en chef du Québec lors d'éventuelles négociations avec le Canada advenant une victoire du OUI.

Président désigné du Parti québécois à partir du 12 janvier 1996. Démissionna de ses fonctions de chef de l'Opposition officielle à la Chambre des communes, de député de Lac-Saint-Jean et de chef du Bloc québécois le 15 janvier 1996. Le 16 janvier 1996, annonça qu'il serait candidat du Parti québécois à l'élection partielle de Jonquière.

Est devenu président du Parti québécois le 27 janvier 1996. Assermenté Premier ministre du Québec le 29 janvier 1996. Président du Comité des priorités et président du Comité ministériel des affaires régionales et territoriales.

Élu député de la circonscription de Jonquière à l'élection partielle du 19 février 1996.

Marié à Audrey Best. Père de deux enfants, Alexandre et Simon.

Photographe: Bernard Bohn